



En Catalogne,
l'indépendantisme
ne s'avoue pas défait.
Même s'il ne paraît pas
en mesure de renverser
la donne lors des
élections du 21 décembre.

PAR CATHERINE GOUËSET

Après deux mois de crise aiguë, la Catalogne peut-elle revenir à la sérénité à l'issue des élections du 21 décembre ? Les péripéties survenues depuis l'organisation d'un référendum unilatéral sur l'indépendance, les tentatives de dialogue avortées, la proclamation du divorce avec Madrid, aussitôt suivie de la mise sous tutelle de la région autonome (le fameux article 155 de la Constitution), ont-elles refroidi les ardeurs des séparatistes ?

« La fable de l'indépendantisme est à bout de souffle », s'est félicité le président du gouvernement, Mariano Rajoy, au début de décembre, lors d'un déplacement

en Catalogne en soutien au candidat de sa formation, le Parti populaire (PP).

Le sentiment d'improvisation laissé par les organisateurs du référendum semble pourtant n'avoir ébranlé qu'à la marge leurs partisans. « Ce qui s'est passé nous conforte dans nos idées. Nous voulons gérer nous-mêmes nos affaires, nous voulons une république », proclament de concert Xavier Folch et Oriol Hosta, deux responsables d'une association de quartier, Los Lluïsos, dans le bastion indépendantiste de Gracia, à Barcelone. « La crise a eu un écho international ces deux derniers mois, mais, pour nous, elle dure depuis sept ans », précisent-ils, en allusion à la suspension du statut d'autonomie en 2010 qui a attisé la flamme catalaniste.

→ Le mouvement nationaliste catalan s'appuie sur une société civile très active et un « récit » national alimenté par une génération de jeunes intellectuels omniprésents dans les *tertulias*, les débats à la radio et à la télévision. « La sévère crise économique et les scandales de corruption ont provoqué un rejet de l'élite politique. Dans d'autres pays européens, cela a profité aux mouvements anti-immigration ou à la gauche radicale. Ici, ce populisme a été transposé dans la sphère nationaliste, analyse Juan Rodriguez Teruel, professeur de science politique à l'université de Valence. C'est pourquoi beaucoup de gens ont du mal à accepter que le "processus" (indépendantiste) ait été un échec. »

Avec leurs centaines de milliers d'adhérents, l'Assemblée nationale catalane

(ANC) et Omnium Cultural, deux associations de masse indépendantistes dont les dirigeants sont en prison, sont plus mobilisées que jamais contre ce qu'ils nomment le « bloc bourboniste ». Ont-ils été déçus par le soutien de l'Union européenne à l'intégrité de l'Espagne ?

« Bien sûr. Mais nous ne renoncerons pas à notre objectif, insiste Agusti Alcoberro, vice-président de l'ANC, l'instauration d'une république. Si l'Espagne poursuit sur la lancée de la répression, le problème catalan va s'enkyster. Bruxelles ne pourra continuer à l'ignorer. »

→ « Les partisans de la république se sont tellement investis dans le "processus" que reconnaître les erreurs de leurs dirigeants, à commencer par le référendum du 1^{er} octobre, est douloureux, note la politologue Berta Barbet. Le maintien en prison des principaux dirigeants indépendantistes, annoncé le 4 décembre par la justice espagnole, n'a fait que conforter le sentiment d'injustice et retarder la réflexion autocritique. »

L'indépendance avortée a peu modifié l'équilibre entre les camps « unioniste » et « républicain » – selon le lexique emprunté par ces derniers au conflit nord-irlandais. Il ne manquerait, selon les sondages, qu'un ou deux sièges au bloc indépendantiste pour atteindre la majorité de 68 élus, plus encore pour les « constitutionnalistes ».

La gauche républicaine (ERC), sur le point de ravir au parti de l'ex-président Carles Puigdemont sa place de champion de la famille indépendantiste, se voit à la tête de la Catalogne. Le doute sur sa capacité à réunir une majorité la contraint à

courtiser la coalition de gauche Catalogne en commun (CatECP), alliée à la branche catalane de Podemos. Opposée à l'indépendance, CatECP réclame un référendum d'autodétermination légal, ce qui en fait un partenaire acceptable, mais elle reproche à l'ERC d'avoir privilégié le graal séparatiste et négligé la question sociale. « Faux, rétorque Sergi Sabria, porte-parole de la gauche républicaine : le gouvernement sortant est celui qui a mené le plus d'actions sociales et de gauche depuis la transition. On a mis en place un revenu minimum (équivalent du RSA) – suspendu par l'article 155 –, instauré l'accès universel à la santé, permis l'ouverture des fosses communes de la guerre civile... »

Dans le camp adverse, la progression dans les intentions de vote du parti libéral Ciudadanos, qui a su attirer les Catalans réfractaires au discours séparatiste, fait rêver Sonia Sierra : « Il est temps d'en finir avec le "processus", qui n'a créé que chaos, fracture sociale, fuite des entreprises, hausse du chômage, recul de la consommation et du tourisme », fustige la députée libérale. L'enseignante imagine déjà la tête de liste du parti, Inès Arrimadas, première femme présidente de la région autonome. C'est compter sans le système électoral espagnol : vestige de la transition, en 1977, il favorise le vote rural, conservateur dans la péninsule, régionaliste en Catalogne. « Raison pour laquelle les gouvernements nationalistes successifs se sont gardés de le modifier », relève Juan Rodríguez Teruel. En tête en nombre de voix, Ciudadanos n'obtiendrait pas plus de députés que la gauche républicaine, soit 31 à 32.

En l'état, la formation anti-indépendantiste ne réunit pas suffisamment de

voix, même en s'unissant au Parti des socialistes de Catalogne (PSC), convalescent (il est crédité de 21 à 25 sièges, soit de 5 à 10 de plus qu'aux dernières élections, en 2015) et au PP, affaibli, pour atteindre la majorité.

Le scénario le plus probable est l'absence de changement

Enclins à s'identifier aux petits Etats du nord de l'Europe, les Catalans voient dans la série télévisée danoise *Borgen* la clé de la recomposition politique : une personnalité d'une formation minoritaire devient Première ministre parce qu'elle est celle qui suscite le moins de rejet de potentiels partenaires de coalition. « Inès Arrimadas n'est pas la présidente qu'il nous faut en cette période troublée, assure le socialiste Ferran Pedret. La raison d'être de Ciudadanos, c'est le conflit. » Le parti a été fondé en 2005 par des intellectuels hostiles au « nationalisme obligatoire » catalan. « Elle mènerait une politique revanchiste, poursuit le député. La meilleure solution pour sortir de la crise serait un gouvernement dirigé par Miquel Iceta, le chef du PSC. » Les socialistes estiment pouvoir s'allier à la fois à Ciudadanos et à la gauche radicale.

Catalogne en commun, pourtant en recul, apparaît ainsi, avec sa dizaine d'élus, comme un potentiel arbitre si aucun des deux blocs n'emporte une victoire claire. Et elle aussi est séduite par le modèle *Borgen* : « Pour sortir du marasme, une seule issue, un gouvernement transver-

sal autour de nous, alliant l'ERC et le PSC », assure Joan Josep Nuet, porte-parole de la mouvance de gauche, dans son bureau de la bien nommée avenue de la Porte-de-l'Ange. « Si l'un ou l'autre camp l'emporte, on replongera dans une crise sans fin », prédit-il.

Pour la plupart des experts, le scénario le plus probable est l'absence de chan-

gement. Les vagues d'immigration en provenance du reste de l'Espagne étant achevées, la démographie catalane ne laisse pas augurer d'un recul des indépendantistes, comme c'est le cas au Québec. « Que cela plaise ou non à Bruxelles et à Madrid, proclame Oriol Hosta, les 7,5 millions de Catalans ne vont pas disparaître. Il faudra faire avec nous. » ♦

Riche d'une histoire mouvementée, la Catalogne s'est toujours sentie à part. Le centralisme espagnol en a fait un problème politique.

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE, CLAIRE CHARTIER

On appellera cela comme on voudra : ironie de l'histoire, tectonique des plaques. Alors que le Pays basque espagnol renoue avec la paix civile après la reddition de l'ETA, les paisibles bourgades rurales de Catalogne ont pris, à la suite du référendum illégal du 1^{er} octobre, un faux air d'Euskadi profonde : mêmes drapeaux nationalistes pavoisant les ruelles – aux couleurs catalanes, rouge et jaune, cette fois – ; mêmes banderoles affichant les visages des « prisonniers politiques » – les responsables indépendantistes incarcérés pour « sécession ». Dans les ruelles médiévales de Verges, un village de 1 200 habitants situé dans la province de Gérone, la plus « rebelle » de Catalogne, la lecture des plaques de rue suffit à retracer la grande geste nationaliste : ici, « Francesc Cambo », fondateur de la Ligue régionaliste de Catalogne en 1901 ; plus loin, la « place du 11-Septembre », allusion à la prise de Barcelone par Felipe V, en 1714. A l'époque moderne, les lieux ont donné naissance au chanteur Lluís Llach, dont le tube des années 1970, *L'Estaca*, est très vite devenu le *No pasaran !* des indépendantistes catalans. Loin de Barcelone et de ses Ramblas cosmopolites, c'est dans cette Catalogne rurale et carliste, très marquée par le franquisme, qu'est née la passion brûlante dans laquelle se consume aujourd'hui la communauté autonome. « Depuis 2010, nous réclamons pacifiquement de pouvoir voter, mais Madrid n'a jamais voulu dialoguer sur rien », lance, amer, Ignasi Sabater Poch, 37 ans, l'édile de la commune. Des yeux noirs comme la nuit, l'air de sortir du maquis, ce prof de catalan s'est présenté aux dernières élections municipales sous l'étiquette de la CUP – le séparatisme tendance anar. L'enfant du pays résume d'une phrase le sentiment de toute la région : « Ce n'est même plus une question d'identité ; ce que l'on dénie à deux millions de Catalans, c'est la démocratie ! »

La démocratie, mot magnifique mais fâcheusement polysémique. Pour Madrid,

elle signifie le respect des lois et de la Constitution. Pour les indépendantistes, elle réside avant tout dans la libre expression du peuple. Un mot, deux lectures, qui renvoient aux sources mêmes de l'affrontement actuel : jamais la Catalogne ne s'est entendue avec l'exécutif central sur la forme que devait revêtir l'Etat espagnol, ni sur la façon dont il devait être gouverné. Depuis ses origines, la Catalogne se vit comme une entité à part. Lorsque, en 1137, les comtés catalans émancipés de l'Empire carolingien rallient le royaume d'Aragon, ils conservent leur propre système juridique et politique. Le roi d'Aragon convoquant rarement les Cortes (parlement catalan), les autorités locales mettent en place un conseil permanent leur permettant de voter les lois de leur principauté. « Aux yeux des Catalans, le roi représentait une figure d'autorité qui devait pactiser avec les diverses composantes du royaume, souligne l'historien José Enrique Ruiz-Domènec (1). C'était une vision très différente de celle des Bourbons, qui allaient régner par la suite en Espagne. » Et l'assurance, déjà, de conflits futurs...

Avant même de passer sous autorité aragonaise, les Catalans tentent déjà de former un Etat, à l'initiative du comte barcelonais Ramon Berenguer II. En 1127, le fils de ce dernier, Ramon Berenguer III, signe même un traité international avec le royaume de Sicile. Cette première tentative tourne court. Il faudra attendre l'époque moderne pour que resurgisse le rêve d'une nation catalane autonome. Autonome, mais pas indépendante : les projets de la bourgeoisie moyenne catalaniste du XIX^e siècle esquissent une re-

lation de type fédéral avec le pouvoir central, sans envisager la rupture. L'avènement de la I^{re} République, en 1873, soulève des espoirs que balaie aussi vite le retour de la monarchie. Les années 1930 semblent plus propices. « On a beaucoup discuté sur le fait différentiel lors de la Constitution de la II^e République, rappelle l'historien Santos Julia. Mais ce débat ne porta jamais sur une réclamation d'indépendance. Il s'agissait de réformer l'Etat espagnol pour le rendre plus moderne, plus démocratique. » Esquerra Republicana de Catalunya, apparu dans cette période, pousse les feux auprès de la coalition des républicains et des socialistes à Madrid. Les Catalans obtiennent une très forte autonomie grâce au statut de Nuria, en 1932. Statut sur lequel ils s'appuient, deux ans plus tard, pour proclamer unilatéralement un Etat catalan au sein de l'Espagne. L'exécutif madrilène goûte peu l'initiative. Le gouvernement régional est suspendu. La guerre civile éclate. Fin de la partie.

Identité marquée

C'est d'abord parce que Madrid n'a pas su répondre à ce besoin farouche de reconnaissance que le pays connaît aujourd'hui sa plus grave crise politique depuis le retour de la démocratie. Après la victoire de Felipe V, en 1714, dans la guerre de succession qui vit les monarchies européennes se disputer le trône espagnol, les Bourbons ont régné les yeux rivés sur le modèle français jacobin. Lors de la I^{re} République, Madrid aurait pu évoluer vers le modèle fédéral que lui réclamait avec les formes la bourgeoisie catholique catalane. Il n'en fut rien. A la

fin du siècle, il est déjà trop tard : les élites commerçantes catalanes, fortement lésées par la perte des colonies espagnoles, s'estiment abandonnées à leur sort. *Adeu, Espana*, lance le poète Joan Maragall, grand-père de Pasqual, l'ex-président de la Generalitat (2003-2007).

La Constitution de 1978, lors du retour de la démocratie, sera l'autre grande occasion manquée. « Qu'est-ce que ce pays qu'on appelle l'Espagne ? A l'époque, personne n'a voulu poser cette question taboue, rappelle Oriol Bartomeus, professeur de droit à l'université autonome de Barcelone. Lorsque le statut des autonomies a été mis en place, à partir de 1980, avec treize nouvelles communautés, tout le monde a été mis peu ou prou sur le même plan, alors qu'il était évident que certaines régions – le Pays basque, la Galice, la Catalogne – avaient une identité beaucoup plus marquée. » La seule mention dans l'article 2 de la Constitution du terme « nationalités » – au lieu de « nations » proposé par les socialistes – suscite de mémorables empoignades. L'Espagne, éreintée par la dictature et la guerre → → civile, ne veut pas de nouvelles déchirures. A la décharge des dirigeants d'alors, elle n'a jamais constitué un Etat unifié, hormis les parenthèses du royaume musulman omeyyade, aux alentours de l'an mil, et de la dictature franquiste. « L'union des rois catholiques – Isabelle de Castille et Ferdinand d'Aragon, en 1469 – fut en réalité une union dynastique, rappelle l'historien José Enrique Ruiz-Domènec. Elle visait à soutenir un projet commun entre des royaumes – la Castille, l'Aragon, la Navarre, le Portugal et Grenade – qui s'affrontaient de-

puis des siècles. » De cette époque date la prééminence de la Castille.

Autre erreur de vue, cette fois du côté catalan : en 1983, le gouvernement espagnol propose à Jordi Pujol, le président de la Generalitat, le même pacte fiscal que celui négocié avec la communauté basque. Le fondateur de Convergència i Unió refuse, jugeant plus rentable un système de financement lié au pouvoir central. Bien peu de souverainistes se souviennent de devoir à leur ancien dirigeant, écarté depuis pour corruption, leur actuelle dépendance fiscale, qu'ils présentent pourtant comme le motif premier de leur rancœur envers Madrid. « C'était il y a presque quarante ans ! réplique le maire de Verges, Ignasi Sabater Poch. Tant de choses se sont passées depuis. »

Retour à Barcelone. En ce jour de *Black Friday*, les badauds se font rares autour de l'arc monumental pointé vers l'un des flancs de la basilique Santa Marta. A son extrémité, une flamme éternelle rougeoyante, en souvenir des morts du 11 septembre 1714, jour de la prise de la ville

par les troupes de Felipe V. Ces dix dernières années, cette commémoration catalane, que l'on appelle ici la « Diada », est parvenue à éclipser la Sant Jordi, la populaire fête du livre. Symbole de la fierté collective, elle illustre le mouvement de « récupération » identitaire amorcé au XIX^e siècle avec la redécouverte du catalan. A partir des années 1980, → → cette langue néolatine formée entre le VIII^e et le X^e siècle de part et d'autre des Pyrénées est devenue l'idiome officiel dans les écoles et les administrations publiques. Les idées indépendantistes

essaient à l'université. Certains n'hésitent pas à réécrire l'histoire – 1714 serait ainsi la preuve de l'acharnement de Madrid contre les Catalans, et non l'épilogue d'une guerre de succession entre monarchies. En 1998, la loi de « normalisation linguistique » étend la langue régionale à tous les domaines de la vie sociale. Gabriel Colomé, politologue et membre du Parti socialiste, se souvient : « Enormément d'enfants regardaient Club Super3, à la télé régionale. Chaque année, l'émission organisait une grande fête familiale, tout un week-end, au stade de Montjuïc. C'est cette génération, parfaitement bilingue, qui défile aujourd'hui dans les rues. En famille. »

Cette mobilisation identitaire, que certains Catalans non indépendantistes qualifient de propagande, n'a pas manqué de réveiller les vieux démons du pouvoir central. Depuis ses bureaux à l'ancienne du Passeig de Sant Joan, au cœur de Barcelone, Josep Munoz dirige la revue mensuelle *L'Avenç*, fondée par des historiens catalanistes dans l'élan de la transition démocratique. En dix-huit ans de bons et fervents offices, il a vu la faille se creuser entre Madrid et la Catalogne. Au début des années 2000, José Maria Aznar, l'ancien président conservateur du gouvernement espagnol, fort de sa majorité absolue, entreprend de remettre en question le modèle territorial. « Tout est dit dans son livre, *La Seconde Transition*, explique Josep Munoz. Madrid devait se développer comme la seule grande capitale du pays, et devenir la tête de pont de l'Amérique latine. » Inconcevable pour une partie des Catalans, dont le pays, ouvert sur la Méditerranée, s'est long-

temps enorgueilli d'être plus moderne et européen que Madrid et fut au cœur de deux révolutions économiques – puissance commerciale au ^{xiv}^e siècle moteur du développement industriel de la péninsule au ^{xix}^e.

Le « coup de force » de 2010 est l'affront de trop. Le tribunal constitutionnel, saisi par le Parti populaire (droite), retoque le nouveau statut de la Catalogne approuvé quatre ans plus tôt, sous le gouvernement socialiste, par les Parlements national et régional, ainsi que par référendum local. Exit la référence à la « nation » catalane. Exit une plus large autonomie fiscale. Nombre de Catalans, électeurs de droite comme de gauche, se sentent bafoués. « A ce moment-là, j'ai compris que je ne vivais pas dans un pays démocratique », raconte Haydee Vila, une enseignante de 50 ans. Les plus vieux, rescapés du franquisme, rejoignent les jeunes dans leur désir d'en finir « avec un système politique espagnol à bout de souffle » et « incapable d'intégrer la diversité », comme le dénonce Marc Segura, consultant en communication. Le choc est d'autant plus rude que, depuis 2008, la crise s'est abattue sur l'Espagne, où la corruption des partis classiques est endémique. « Un autre monde est possible », promettent les séparatistes.

L'indépendance comme une évidence

La gauche ? « Parce qu'elle a fait alliance avec les nationalistes catalans contre la dictature de Primo de Rivera et celle de Franco, elle a, sans le vouloir, permis à ces derniers d'acquérir une légitimité dans la lutte contre les inégalités, rappelle l'historien Benoît Pellistrandi (2).

Ce qui donne au nationalisme les moyens de supplanter les formations politiques. » La suite est connue : partie des villages de l'intérieur et des associations civiles, la contestation gagnent les villes. Des organisations comme l'assemblée nationale catalane, née de cet élan, battent efficacement le rappel. Artur Mas, président de la Generalitat, lance le « procès », à partir de 2012-2013, ouvrant la voie à l'indépendance, tandis qu'à Madrid, le conservateur Mariano Rajoy fait le sourd.

Dans son restaurant couru du Tout-

Barcelone, Ada Parellada décoche sourires et boutades à ses derniers clients. Il est près de 17 heures – la Catalogne n'en a pas fini avec la culture espagnole... « Avant 2010, l'indépendantisme représentait pour moi quelque chose de sentimental, un idéal, explique la cheffe, issue d'une très ancienne famille de la région. Maintenant, c'est une évidence qui me prend aux tripes. J'ai été emportée par un mouvement qui m'a ouvert les yeux. » Un mouvement venu de loin, que Madrid doit maintenant à son tour regarder en face. ♦